



SG/II/GC

VILLE DE LEZIGNAN-CORBIÈRES DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt-deux le neuf mars, à dix-huit heures, le Conseil Municipal de Lézignan-Corbières s'est assemblé, au palais des fêtes, avenue Maréchal Foch, sous la présidence de M. Le Maire, Gérard FORCADA.

Etaient présents :

M. PUJOL, Mme BENET, M COMBES, Mme PAILHIEZ, M. VIVES, M. LARRIGOLE, M.LAVAUD, Mme. DANRE, Mme. FERRET, M.GARCIA, Mme. SANTINI, Mme JULIAN, Mme BARRAU-FERRET, M. JULIAN, Mme. FITO, M.FUMET, M. NOLOT, M. PENAVAIRE, M. DENARD, Mme FABRESSE-ROCA,
Absence de Mme Chrystel DA CONCEICAO.

Ont donné mandat :

M. Laurent ROUGE à M. Jean-Paul PUJOL, M. Michel MASUYER à M. William COMBES, M. Dominique JOLIS à Mme. Dominique JOLIS – PAILHIEZ, Mme Martine JAFFUS à M. Jean-Claude LAVAUD, M. Thierry CAUMEIL à Mme Sylvie DANRÉ, Mme Bérengère LÉCÉA à Mme Christine BENET, Mme. Sylvie FUMET à M. Bernard FUMET, Mme Françoise BAROUSSE à M. Thierry DENARD, Mme Sophie BIRKENER à M. Bernard FUMET, Mme COURRIERE-CALMON à Mme Catherine FABRESSE-ROCA, M. Fabrice CASTELEYN à M. Gérard FORCADA,

Nombre de conseillers en exercice : 33

Nombre de présents : 21

Nombre de procurations : 11

Nombre de votants : 32

Date de la convocation : 2 mars 2022

Date de l'affichage par extrait : 15 mars 2022

Secrétaire de séance : M. Guy VIVES

OBJET : CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE PERSONNELS ENTRE LA VILLE DE LEZIGNAN CORBIÈRES ET SON CCAS

RAPPORTEUR : CHRISTINE BENET

Le CCAS est un établissement public administratif de la Ville de Lézignan Corbières, chargé d'animer et de coordonner l'action sociale municipale.

Il exerce ses compétences en matière d'action sociale générale, telle qu'elle est définie par les articles L.123-4 et suivants du Code de l'Action Sociale et des Familles.

Dans le respect de l'autonomie du CCAS, dans l'intérêt d'une bonne organisation des services, d'une recherche d'optimisation des coûts, la Ville de Lézignan Corbières apporte au CCAS pour certaines fonctions son savoir-faire et son expertise.

Vu le Code de l'action sociale et des familles ;

Vu la Loi 2007-148 du 2 février 2007 de modernisation de la fonction publique ;

Vu le Décret n°2008-580 du 18 juin 2008 ;

Vu le projet de convention annexé à la présente délibération.

Considérant que le CCAS, établissement public administratif, ne dispose pas de personnel propre ;

Considérant que pour le bon exercice de ses compétences obligatoires et facultatives par le CCAS, ce dernier et la ville conviennent que des moyens humains sont mis à disposition du CCAS ;

Considérant que ces moyens humains sont estimés à :

- 50% du temps de travail d'un agent administratif de catégorie C, pour le secrétariat,
- 25% du temps de travail d'un agent technique de catégorie C, pour les interventions d'entretien des immeubles mis à disposition par la ville,
- 25 % du temps de travail d'un agent de catégorie B pour la direction ;

Considérant que cette mise à disposition doit être formalisée par une convention ;

Il est proposé au Conseil Municipal

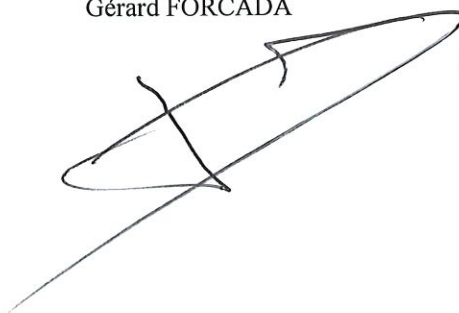
- D'adopter la convention de mise à disposition de personnels au profit du CCAS de Lézignan-Corbières
- D'autoriser le Maire à signer ladite convention et à en assurer l'exécution.

**Sur présentation et proposition de son rapporteur,
Le Conseil Municipal, à l'unanimité,**

- **Adopte** la convention de mise à disposition personnels communaux au profit du CCAS de Lézignan-Corbières
- **Autorise** le Maire à signer ladite convention et à en assurer l'exécution.

AINSI FAIT ET DELIBERE LES JOUR, MOIS ET AN SUSDBITS

Le Maire
Gérard FORCADA



CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE PERSONNELS ENTRE LA VILLE DE LEZIGNAN-CORBIERES ET SON CCAS

Entre les soussignés :

La Commune de LEZIGNAN-CORBIERES représentée par son Maire, M. Gérard FORCADA dûment habilité par délibération n°.....du, ci-après dénommé "la ville", d'une part,

Et :

Le Centre Communal d'Action Sociale de Lézignan-Corbières représenté par Jean-Paul PUJOL, son Vice-Président dûment habilité par délibération n°.....du, ci-après dénommé "Le CCAS", d'autre part,

Vu La Loi 2007-148 du 2 février 2007 de modernisation de la fonction publique,

Vu Décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux.

Préambule

Le statut des CCAS est régi par les articles L123-4 et suivants du code de l'action sociale et des familles. En tant qu'établissement public administratif le CCAS dispose d'un pouvoir propre, exercé grâce à un budget, un personnel et un patrimoine distinct de celui de la ville.

Pour lui permettre d'assurer pleinement ses missions, la Ville attribue au CCAS une subvention annuelle et lui apporte également divers concours et services permettant d'optimiser l'utilisation des fonds publics.

Article premier - Objet de la convention

Pour le bon exercice de ses compétences obligatoires et facultatives par le CCAS, ce dernier et la Ville conviennent que des moyens humains sont mis à disposition du CCAS.

Article 2 - Services mis à disposition

La mise à disposition, à temps non complet, objet de la présente convention concerne les personnels municipaux suivants :

50% du temps de travail d'un agent administratif de catégorie C, pour le secrétariat

25% du temps de travail d'un agent technique de catégorie C, pour les interventions d'entretien

25 % du temps de travail d'un agent de catégorie B pour la direction

Ces agents territoriaux affectés au sein des services mis à disposition conformément aux présentes sont de plein droit mis à la disposition de la partie bénéficiaire pour la durée de la présente convention. Les agents concernés en seront informés par leur hiérarchie. L'agent mis à disposition continue à percevoir sa rémunération de la ville, comme il l'est précisé à l'article 3 de la présente convention.

Si la ville décide de réorganiser ses services, ce qu'elle est toujours libre de faire, elle notifiera, sous quinze jours, par tout moyen écrit qu'elle jugera bon d'utiliser, au CCAS toute information utile à la bonne compréhension de sa nouvelle organisation.

Elle indiquera l'identité des personnes nouvellement mis à disposition du CCAS en vertu de la présente convention, sans qu'un avenant soit nécessaire, dès lors que les volumes financiers globaux correspondant au coût global du service restent les mêmes.

La ville s'engage par ailleurs à assortir cette réorganisation d'un tableau de correspondance entre les pourcentages évoqués au présent article et ceux ressortissant de la nouvelle organisation, service par service.

Article 3 - Modalités de mise à disposition des agents

Les fonctionnaires et agents territoriaux de tous statuts mis à la disposition du CCAS sont affectés pour un pourcentage de leur temps correspondant à celui évoqué à l'article 2 de la présente convention. Ils sont alors placés, pendant la durée de la mise à disposition, sous l'autorité fonctionnelle du Président du CCAS.

Les agents concernés continuent de relever de la ville pendant la durée de la mise à disposition. Ils conservent les avantages collectivement acquis et leur régime indemnitaire.

La modulation du taux de la mise à disposition au sein du temps annuel travaillé sera opérée au fil des décisions des deux exécutifs de la ville et du CCAS.

Un état annuel, agent par agent, du temps consommé pour la commune et pour le CCAS pourra être établi, de manière contradictoire et à la demande d'une des parties, afin de s'assurer du respect des pourcentages évoqués à l'article 2 de la présente convention.

Ensuite, tous les ans, au plus tard à chaque adoption du compte administratif, la liste de ces agents sera actualisée sans pour autant qu'il soit nécessaire de l'annexer ni de passer un avenant à la présente convention. Au fil de l'exécution de la présente convention, la commune peut librement procéder à des recrutements ou créer des emplois dans les services ainsi mis à disposition.

Article 4 - Mise à disposition de biens matériels

Les biens affectés aux services mis à disposition restent acquis, gérés et amortis par la ville, même s'ils sont mis à la disposition du CCAS.

Article 5 - Modalités de remboursement de frais.

La ville et le CCAS s'entendent sur le remboursement par le CCAS d'une **somme forfaitaire de 35 000 €** correspondant au salaire brut proratisé des agents mis à disposition en fonction du temps de travail défini à l'article 2 de la présente convention. Ce salaire est calculé sur la base des grilles indiciaires applicables.

Ce montant sera versé annuellement, par le CCAS à la ville, à charge pour cette dernière d'émettre un titre en ce sens.

Si une des deux parties le demande, cette contrepartie financière pourra être réexaminée au vu notamment des comptes administratifs de l'année n-1.

Article 6 - Durée et date d'effet de la convention

La présente convention s'applique à compter du 1^{er} avril 2022 jusqu'au 31 décembre 2025 soit pour une durée de 2 ans et 9 mois.

Elle peut être résiliée unilatéralement à tout moment, par simple décision de l'exécutif de l'une ou de l'autre des parties signataires, agissant en vertu d'une délibération exécutoire, notifiée au moins trois mois avant l'entrée en vigueur de cette résiliation. En cas de résiliation, aucune indemnisation n'est à verser par une partie à l'autre, si ce n'est au titre des remboursements des frais afférents aux mises à disposition dans les conditions fixées par la présente convention.

Article 7 - Assurances et responsabilités

Durant la mise à disposition du service, les agents concernés agiront sous la responsabilité du Président du CCAS. Les sommes éventuellement exposées par la ville au titre de cette mise à disposition relèvent des remboursements de frais de l'article 5 des présentes.

En cas de faute lourde commise par l'une des deux parties au détriment de l'autre, la partie s'estimant victime pourra engager la responsabilité de l'autre partie, par dérogation aux stipulations de l'alinéa précédent, non sans avoir tenté toute démarche amiable utile et la mise en œuvre des procédures de conciliation prévues par la présente convention.

Article 8 - Pouvoirs hiérarchique, de notation et de sanction

Le Président du CCAS ou son délégué peut adresser directement aux agents dirigeants les services mis à disposition et toutes instructions nécessaires à l'exécution des tâches qu'il confie. Il contrôle l'exécution de ces tâches. Copie de ces actes et informations seront communiquées au Maire de la commune. Le pouvoir de notation des agents mis à disposition continue de relever de la ville. Toutefois, un rapport sur la manière de servir de l'agent mis à disposition assorti d'une proposition de notation pourra, le cas échéant, être établi par son supérieur hiérarchique au sein du CCAS et transmis à la ville qui établit, la notation, si la commune le souhaite.

Conformément aux dispositions du Décret n°2008-580 du 18 juin 2008 actualisé, le pouvoir disciplinaire continue de relever de l'exécutif municipal mais l'exécutif du CCAS bénéficiaire de la mise à disposition peut émettre des avis ou des propositions. Les autres modalités liées aux conditions de travail des personnels mis à disposition sont fixées par la Ville, laquelle

prend notamment les décisions relatives aux congés annuels et en informe le CCAS qui, sur ce point, peut émettre des avis si elle le souhaite. La ville délivre les autorisations de travail à temps partiel et autorise les congés de formation professionnelle ou pour formation syndicale après information de la Communauté si ces décisions ont un impact substantiel pour celle-ci.

Article 9 - Litiges

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention, toute voie amiable de règlement avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

Sauf impossibilité juridique ou sauf urgence, les parties recourront en cas d'épuisement des voies internes de conciliation, à la médiation administrative devant le Tribunal administratif de Montpellier. La demande de médiation administrative est régie par les articles L.213-1 et suivants du Code de Justice administrative.

Au cas où les parties ne parviendraient pas à un accord, la procédure de médiation sera stoppée. La procédure contentieuse reprendra son cours.

Article 10 - Dispositions terminales

La présente convention sera transmise en Sous-Préfecture et notifiée aux services concernés, ainsi qu'aux trésoriers et aux assureurs respectifs de la ville et du CCAS.

Fait à Lézignan-Corbières, en deux exemplaires originaux, le

Pour la ville,

Pour le CCAS,

M. le Maire

M. le Vice-Président